Accueil | Grande Région | Fermeture de la gare d'Audun : «double échec de la relation francoluxembourgeoise»

Fermeture de la gare d'Audun : «double échec de la relation franco-luxembourgeoise»

Auteur : Isabelle Simon Dans Grande Région Mis à jour le 18/03/21 12:37 | Publié le 18/03/21 12:37



Pour Olivier Jacquin, la fermeture annoncée de la gare d'Audun-le-Tiche sans concertation transfrontalière est révélatrice des problèmes entre la France et le Luxembourg. (photo Le RL)

Les récentes conclusions du Grenelle de la Mobilité du Grand Est donnent l'occasion au sénateur de Meurthe-et-Moselle Olivier Jacquin de prendre la prochaine fermeture de la gare d'Audun-le-Tiche comme exemple symptomatique "de l'insuffisante coopération franco-luxembourgeoise en matière de mobilité transfrontalière".

L'annonce par les autorités luxembourgeoises de la prochaine fermeture de la gare d'Audun-le-Tiche, située en France mais gérée par les CFL, fin 2020, avait suscité l'indignation et l'incompréhension des élus français, d'autant que la décision avait été prise par le Grand-Duché sans concertation avec ses voisins frontaliers. «Nous l'avons appris par voie de presse», regrettait à l'époque Pierrick Spizak, le maire de Villerupt.

L'engagement de voir en lieu et place de la liaison Audun – Esch-Belval une voie verte et un bus à haut niveau de service n'ont pas calmé les critiques, notamment sur la manière de faire : le ministère de la Mobilité n'avait pas informé de son intention de déferrer la ligne, le GECT Alzette-Belval, "outil configuré pourtant utilement pour traiter du développement considérable du secteur et compétent en matière de mobilité", regrette le sénateur Olivier Jacquin dans une tribune publiée ce jeudi matin.

Ce dossier constitue donc "un double échec de la relation franco-luxembourgeoise qui n'est pas assez centrée sur les besoins des frontaliers, constate le sénateur. L'absence de coopération entre nos deux États pose un certain nombre de questions". La prolongation éventuelle du tram – qui devrait à terme desservir Belval depuis Luxembourg – jusqu'à Audun-le-Tiche n'a même pas été étudiée, déplore Olivier Jacquin qui s'interroge sur le silence de la Région Grand Est et du ministère français des Transports sur ce sujet, même si la ligne appartient aux CFL.

Vers une nouvelle instance?

"À Genève, note encore le sénateur meurthe-et-mosellan, Français et Suisses ont su trouver les financements pour le Leman Express qui se joue des frontières et dessert la zone transfrontalière et ses travailleurs. Cet épisode nous dit donc beaucoup de cette relation, avec, d'un côté, un Luxembourg qui avance très vite sur son territoire et, de l'autre, une France pas organisée pour traiter des problématiques du quotidien, tel que le voudrait une métropole transfrontalière qui se joue des frontières nationales."

Pour apporter des solutions aux problématiques "qui se posent quotidiennement aux frontaliers ", Olivier Jacquin a donc proposé au secrétaire d'État français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, la mise en place "d'une instance locale qui traite des problèmes du quotidien, et qui s'appuie sur le Pôle métropolitain frontalier".

Cette instance faciliterait le dialogue avec "nos amis luxembourgeois qui ne savent comment appréhender le mille-feuille administratif français" et qui "appellent de leurs vœux un interlocuteur capable de parler d'une seule voix au nom du territoire frontalier français". Proposition reprise par la Région Grand Est dans son Grenelle des Mobilités. De quoi résoudre enfin les problèmes de communication et de divergences de besoins dans l'espace frontalier ?

LQ